



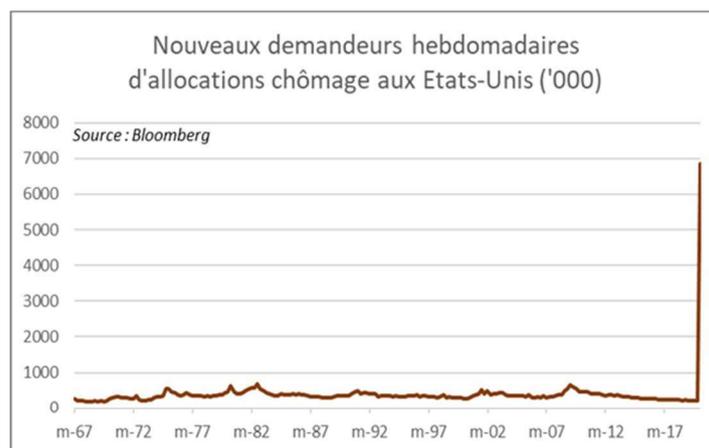
# Les Instantanés d'Unigrains

## L'économie américaine face au tsunami de la crise

A l'image de la propagation du Covid-19 aux Etats-Unis, la dégradation de la situation économique s'accélère à un rythme effréné depuis un mois. Alors que l'économie américaine jouissait d'une santé insolente, avec onze années de croissance consécutives, un raz de marée a déferlé en moins d'un mois.

### ➤ Hémorragie d'emplois sans précédent

Face au confinement (certes plus tardif et moins contraignant qu'ailleurs dans le monde), à la fermeture de nombreux sites de productions et de nombreux commerces et à la chute de la consommation, c'est sur le marché de l'emploi que les effets sont les plus impressionnants. **Sur les trois dernières semaines, près de 16 millions de nouveaux chômeurs ont été enregistrés. Du jamais vu.** Lors des précédentes crises économiques, même celle de 2008, le nombre de nouveaux chômeurs n'avait jamais excédé 700 000 par semaine. Le rythme est dix fois plus élevé aujourd'hui. Par ailleurs, plus de 500 000 emplois ont été supprimés depuis un mois dans l'hôtellerie et la restauration. En l'absence de filets de protection sociale, cette hémorragie d'emplois aura un effet domino ravageur sur l'économie. Ce d'autant que l'endettement des ménages a dépassé, avant même la crise, le niveau de 2008 et que les points névralgiques de l'économie sont frappés : New-York, Californie, ...



### ➤ Tous les indicateurs économiques plongent, sauf les ventes alimentaires qui s'envolent

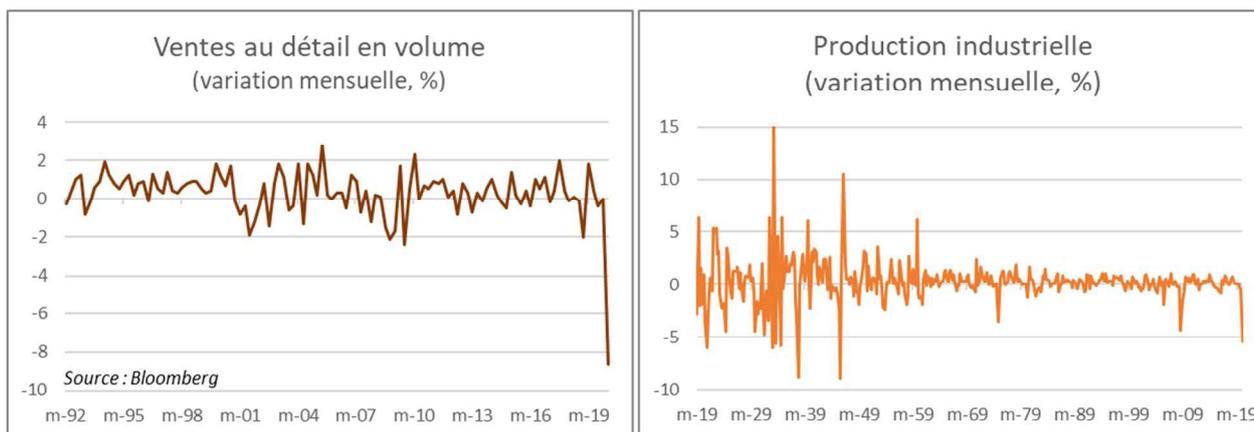
Les premiers indicateurs conjoncturels pour le mois de mars reflètent ce désastre économique, alors même que le confinement n'a impacté qu'une dizaine de jours du mois. C'est ainsi que **les ventes au détail ont plongé de 8,7%, du jamais vu sur un seul mois depuis que ces chiffres sont enregistrés au début des années 90.** Les ventes dans l'habillement ont chuté de 50% et les ventes automobiles ont été divisées par quatre sur le mois. A noter toutefois que **les ventes au détail alimentaires (hors RHF) ont rebondi de 25%, alors que l'activité dans la restauration dévissait de près de 30%.** Avec près de 15% du budget des dépenses, ce rebond des ventes alimentaires a permis d'effacer près de 4% de la baisse mensuelle totale des ventes au détail. Le statut particulier de l'alimentation explique cette bonne résilience du secteur alimentaire et cette capacité du secteur à résister aux chocs, observée dans de nombreuses économies et notamment en France. Outre les ventes, le secteur productif souffre lui aussi. C'est ainsi que pour le même mois de mars, **la production industrielle a chuté de 5,4%. Seuls trois mois ont fait pire depuis un siècle : mars 1933, décembre 1937 et juin 1945 !** De tels chiffres sont d'autant plus inquiétants que ceux à venir pour le mois d'avril seront vraisemblablement plus négatifs encore. Le premier d'entre eux publié, l'indice d'activité économique à New-York, s'est effondré à des niveaux inconnus jusque-là, bien en-deçà des niveaux de 2008. A noter également la contraction continue des demandes d'hypothèques, qui avaient marqué début avril un recul de 35% en un mois.

Auteur : Philippe MEYER – tél. : 01 44 31 16 89 – pmeyer@unigrains.fr – Date de Publication : avril 2019

Avertissement : La présente note a été réalisée par la Direction des Études Économiques d'UNIGRAINS à partir de données publiques. La société UNIGRAINS ne saurait être en aucun cas tenue responsable d'éventuelles erreurs, inexactitudes, et de toutes leurs conséquences directes et indirectes.

Copyright : Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite par quelque moyen que ce soit sans la permission écrite d'UNIGRAINS.





Ces indicateurs économiques en déroute arrivent alors que commence la période de publication des résultats des entreprises cotées pour le premier trimestre qui reflèteront sûrement ce début de tremblement de terre économique. Les regards sont particulièrement tournés vers les résultats des banques qui joueront, aux Etats-Unis comme ailleurs, un rôle central dans l'ampleur de la crise et les capacités de reprise. Le cauchemar du *credit crunch* de 2008-2009 (limitation des prêts par les banques engluées dans leurs propres pertes liées aux mauvaises créances et à la dégradation économique), qui avait amplifié la récession, est encore dans les mémoires. Les premiers résultats des banques sont à cet égard préoccupants. Par exemple, **la banque JP Morgan a affiché une chute de son résultat en T1 de près de 70%** sous l'effet de la montée forte des provisions sur les créances détenues. Les résultats des autres banques déjà publiés sont du même ordre.

### ➤ Une récession historique attendue de près de -6% pour 2020

Ces premiers chiffres de la crise confirment si besoin était l'ampleur de la récession qui a débuté outre-Atlantique. Après un recul du PIB qui pourrait rester « limité » au premier trimestre, **certaines banques américaines attendent pour le deuxième trimestre un plongeon du PIB qui pourrait aller jusqu'à 20% ou 25%**. Par la suite, sous l'hypothèse d'un arrêt graduel de la crise sanitaire et du confinement d'ici l'été (ce qui n'est pas acquis), un retour à la normale vers les niveaux de PIB qui prévalaient avant la crise sera progressif et long, et ce n'est qu'à partir de la fin de l'année et en 2021 qu'un rebond plus sensible de l'activité est généralement attendu, sous l'effet d'un rattrapage de l'activité et surtout des mesures de soutien mises en place par les autorités monétaires et budgétaires. C'est ainsi que la Fed a annoncé qu'elle rachètera de façon « illimitée » les obligations publiques et privées (même à rating dégradé) détenues par les banques commerciales pour les inonder de liquidités et favoriser les octrois de crédits. Dans le même temps, **le Congrès, sous l'impulsion de l'administration Trump, a annoncé un plan de soutien direct pour les entreprises et les ménages de 2 300 milliards de dollars (plus de 10% du PIB)**, allant au-delà de tout ce qui avait été fait jusqu'à présent. En France, le plan de soutien budgétaire atteint pour l'heure 4,5% du PIB.

**Le FMI a publié le 14 avril ses premières prévisions liées à la crise, et attend une récession de -5,8% aux Etats-Unis en 2020, suivie d'un rebond du PIB de +4,3% en 2021.** Au vu des incertitudes majeures qui entourent l'évolution de la crise sanitaire et les dégâts occasionnés par cette mise en sommeil inédite de l'activité économique, la prudence doit être de mise sur ces scénarios qui pourraient encore être revus à la baisse.

A quelques mois de l'élection présidentielle américaine, nul doute que ce séisme économique qui commence à peine bouleverse la situation en profondeur et sera au centre de tous les débats. Il justifiera de la part de l'administration des mesures de soutien budgétaires encore plus massives que celles annoncées à ce stade. **Au diable, les déficits et la dette publique qui, comme ailleurs, s'envoleront dans les prochains mois.** Après tout, la Banque centrale américaine, comme la BCE pour l'Europe, s'est engagée à financer sans regarder et sans compter. Cette mise aux orties des principes élémentaires d'orthodoxie financière permettra sûrement de limiter les effets de cette crise économique, mais reste à espérer qu'elle ne génère pas les germes de la prochaine.

